



PROVINCE DE QUÉBEC

MUNICIPALITÉ DE LAC-BEAUPORT

Procès-verbal de la session ordinaire de ce conseil municipal,  
tenue le 2 février 2009,  
à la salle Philippe-Laroche du centre communautaire de Lac-Beauport  
à laquelle sont présents :

Monsieur Michel Giroux, maire  
Mesdames les conseillères Marie-Josée Linteau  
Sylvie Chartier  
Messieurs les conseillers Michel Grenier  
Michel Bergeron  
André Parent  
Pascal Hudon

Tous membres dudit conseil et formant quorum sous la présidence de  
monsieur Michel Giroux, maire

La directrice générale et secrétaire-trésorière, Madame Hélène Renaud est  
également présente.

**1. Ouverture de la réunion**

Le président déclare la session ouverte à 20 h 00.

**2. Adoption de l'ordre du jour**

Il est proposé par monsieur André Parent,

d'adopter l'ordre du jour comme suit :

**ORDRE DU JOUR**

**SESSION ORDINAIRE DE CE CONSEIL MUNICIPAL  
TENUE LE 2 FÉVRIER 2009**

1. Ouverture de la session
2. Adoption de l'ordre du jour
3. Adoption des procès-verbaux de la session ordinaire du 5 janvier  
et de la session extraordinaire du 26 janvier 2009
4. Présentation des projets et activités du Comité consultatif  
d'urbanisme par monsieur Charles De Lachevrotière et  
nomination des membres
5. Présentation des projets et activités du Comité de sécurité publique  
par monsieur Pierre Dussault et nomination des membres
6. Présentation des projets et activités de la Commission sur la  
qualité de l'environnement par monsieur Alain Fournier et  
nomination des membres

**ADMINISTRATION**

7. Acceptation des comptes du mois de janvier 2009
8. Octroi d'un mandat à la MRC de la Jacques-Cartier pour la vente  
des immeubles pour non-paiement des taxes
9. Recouvrement de taxes -Cour municipale de St-Raymond
10. Nomination d'un représentant de la Municipalité sur le comité  
aviseur de la Cour municipale
11. Adoption du règlement 9-184 visant à régulariser l'empiètement  
d'une remise abritant un puits privé, située dans le chemin de  
l'Ermitage
12. Inscription de Michel Bergeron au colloque de sécurité publique
13. Avis de motion et dépôt d'un projet de règlement d'emprunt pour  
l'acquisition des lots 1 821 172, 1 821 173 et 1 821 175

14. Financement d'un emprunt de 3 190 000 \$ au moyen d'obligations
  - a) Résolution d'adjudication
  - b) Résolution de concordance
  - c) Résolution de courte échéance

#### **URBANISME**

15. Dérogation mineure DM-2009-156 14, ch. de l'Ermitage
16. Adoption du règlement numéro 08-374-11 modifiant le règlement de zonage numéro 374 dans le but d'agrandir la zone P-120 à même la zone RB-119.7 afin d'inclure le terrain sur lequel sera construit un nouvel immeuble municipal qui accueillera notamment la nouvelle caserne de pompiers de la municipalité
17. Avis de motion et adoption d'un projet de règlement modifiant le règlement de zonage numéro 374 de la municipalité de Lac-Beauport dans le but de préciser le calcul des marges de recul en bordure d'un lac ou d'une rivière.
18. Développement Domaine du Moulin
  - Approbation du plan de lotissement modifié
  - Autorisation de signature du protocole d'entente
  - Approbation des plans de construction des infrastructures
  - Octroi d'un mandat comme chargé de projet, responsable de la surveillance des travaux

#### **TRAVAUX PUBLICS**

19. Participation au service de transport adapté de la MRC
20. Avis de motion et dépôt d'un projet de règlement d'emprunt autorisant l'acquisition de matériel et équipement pour le service des travaux publics.
21. Modification de la signalisation routière par l'ajout de panneaux d'arrêt

#### **LOISIRS, CULTURE ET VIE COMMUNAUTAIRE**

22. Avis de motion en vue de l'adoption d'un règlement d'emprunt pour la réalisation de la troisième phase des travaux d'aménagement de la zone communautaire
23. Autorisation à présenter un projet au ministère de l'Éducation du Loisir et du Sport dans le cadre du Programme d'aide aux installations sportives et récréatives du Fonds pour le développement du sport et de l'activité physique

#### **GOUVERNEMENT REGIONAL**

24. Rapport du maire et préfet sur les activités de la MRC de la Jacques-Cartier et de la Communauté métropolitaine de Québec
25. Période de questions
26. Fermeture de la session

Appuyé par madame Sylvie Chartier,

Cette résolution est adoptée à l'unanimité  
Et porte le numéro **2009-02-01**

### **3. Adoption des procès-verbaux de la session ordinaire du 5 janvier et de la session extraordinaire du 26 janvier 2009**

La rédaction des procès-verbaux de la session ordinaire du 5 janvier et de la session extraordinaire du 26 janvier 2009 étant conforme aux délibérations,

Il est proposé par monsieur Pascal Hudon,

D'approuver ces procès-verbaux.

Cette proposition est appuyée par madame Marie-Josée Linteau.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité  
Et porte le numéro **2009-02-02**

#### **4. Présentation des projets et activités du Comité consultatif d'urbanisme par monsieur Charles De Lachevrotière et nomination des membres**

Monsieur Charles De Lachevrotière, président du comité consultatif d'urbanisme, fait rapport au conseil des activités et des projets réalisés au cours de la dernière année.

Le comité s'est réuni 19 fois au cours de l'année 2008. Il a été associé étroitement à l'élaboration de la version préliminaire du plan d'urbanisme.

Il s'est penché sur les projets de lotissement suivants :

Prolongement du chemin du Piedmont, le Boisé de la Seigneurie, le Mont Écho, le Domaine du Moulin et le développement du Mont Saint-Castin.

Les membres du comité se sont préoccupés de faire en sorte que le tracé des nouveaux chemins suive le plus possible les courbes de niveau de façon à préserver le niveau naturel des terrains adjacents, éviter les déblais remblais et conserver le couvert forestier.

Un plan d'implantation et d'intégration architecturale (PIIA) pour l'agrandissement d'un bâtiment commercial (Garage Gilco), 8 autres PIIA pour des logements d'appoint et 8 dérogations mineures ont été soumis à l'attention des membres du comité.

Des modifications à la maison Simons et à la Chapelle catholique ont également fait l'objet d'études et de recommandations.

Les membres du comité ont étudié des projets de règlements portant sur les projets intégrés, sur l'exigence d'un dépôt pour garantir la protection des infrastructures municipales lors d'une demande de permis, ainsi que sur l'ajout de l'usage mixte résidentiel et commercial dans la zone commerciale CM 101. Plusieurs membres ont dû quitter le comité, parmi lesquels M. Denis Boucher qui en a assumé la présidence.

L'année 2009 sera consacrée de façon prioritaire au nouveau plan d'urbanisme et à la réglementation.

Le maire, Monsieur Michel Giroux se dit impressionné par la qualité du travail des membres du comité consultatif d'urbanisme et souligne que c'est précisément la qualité de ce travail qui permet aux élus d'atteindre leurs objectifs en matière d'urbanisme.

#### **Nomination des membres du Comité consultatif d'urbanisme**

ATTENDU QUE le Conseil procède, annuellement, à la nomination des membres siégeant sur le Comité consultatif d'urbanisme;

ATTENDU QUE les membres du comité ont manifesté leur intérêt à poursuivre leurs activités;

ATTENDU la recommandation du Comité consultatif d'urbanisme,

Il est proposé par monsieur Pascal Hudon, de mandater les citoyennes et citoyens suivants pour siéger au Comité consultatif d'urbanisme :

Président :	M. Charles De Lachevrotière
Vice-président :	M. Julien Fortier
Secrétaire:	Mme Marie Ignaczak
Membres permanents :	Mme Eve Beudet

Mme Frédérique O'Sullivan  
M. Laurent Gagnon  
Membre adjoint : Mme Jacqueline Peltier

Il est appuyé par madame Sylvie Chartier

Cette résolution est adoptée à l'unanimité  
Et porte le numéro **2009-02-03**

**5. Présentation des projets et activités du Comité de sécurité publique par monsieur Pierre Dussault et nomination des membres**

M. Pierre Dussault, président du comité sur la sécurité publique, fait rapport au conseil des activités et des projets réalisés au cours de la dernière année.

Le comité a pris connaissance des rapports d'activités de la Sûreté du Québec et du service des incendies de la municipalité. Le nombre des contraventions émises est en hausse en raison d'une surveillance accrue par les policiers. Le nombre des accidents est demeuré stable alors que celui des crimes contre la propriété est revenu au même niveau qu'en 2006, après une baisse marquée en 2007. Quant au service des incendies, les sorties ont été plus nombreuses cette année, principalement à cause des périodes de grands vents plus fréquentes. Comme à chaque année, on déplore un nombre élevé de fausses alarmes incendie qui grugent inutilement beaucoup de temps au service, tout comme les fausses alarmes de vol qui représentent 95 % des appels de cette nature à la Sûreté du Québec.

2008 a été une année bien remplie pour le comité qui a eu à traiter bon nombre de plaintes et de demandes de la part de citoyens, soucieux de la sécurité dans leur quartier.

La campagne « Lac-Beauport : zéro stress, Réduisons la vitesse », issue des travaux du comité s'est avérée très efficace. Le comité recommande de poursuivre les efforts en ce sens puisque près de 80 % des plaintes reçues concernent la vitesse de la circulation des véhicules sur les chemins. On a pu constater, à maintes reprises, que les fautifs sont les résidents des quartiers concernés d'où l'importance de sensibiliser tous les citoyens de Lac-Beauport au fait que la sécurité est l'affaire de tous et que tous doivent faire preuve de prudence.

Le concept de cette campagne est de faire réaliser que sur le territoire de Lac-Beauport, les citoyens sont rendus chez eux et que plus rien ne presse puisqu'ils seront à la maison dans 2 minutes, d'où le slogan : « Lac-Beauport : zéro stress, Réduisons la vitesse ».

Pour atteindre plus efficacement ce but, le moyen le plus frappant est la répression: les billets de contravention. Mais grâce à l'étroite collaboration de la Sûreté du Québec, des avis ont été émis au lieu de contraventions, lors d'une opération radar spéciale. Au moins 68 personnes (des contrevenants) en ont profité! L'expérience sera renouvelée en 2009 tout comme les autres mesures de réduction de vitesse, comme les bacs, les ralentisseurs et le marquage de la chaussée.

Le comité prévoit s'attaquer à la mise à jour du plan de mesures d'urgence qui date déjà de 10 ans, compte tenu de l'importance d'un tel

outil lorsque surviennent des événements ou des catastrophes qui exigent des interventions rapides et efficaces.

Le comité est composé de messieurs Alain Chassé, Richard Larocque, Louis Paradis, Claude Verville et Pierre Dussault auxquels se joindra en 2009, monsieur Luc Pigeon qui sont prêts à poursuivre leur travail au sein du comité sur la sécurité publique.

Le maire, Monsieur Michel Giroux remercie et félicite Monsieur Pierre Dussault qui cumule 15 années de service au sein du comité. Il souligne que les membres du comité sont très sensibles à la problématique de la sécurité et il les invite à poursuivre leurs efforts afin de limiter la vitesse de la circulation.

### **Nomination des membres du Comité sur la sécurité publique**

ATTENDU QUE le Conseil procède annuellement à la nomination des membres siégeant au Comité sur la sécurité publique;

ATTENDU QUE les membres sortants ont manifesté leur intérêt à poursuivre leurs activités au sein du Comité;

ATTENDU la recommandation du Comité sur la sécurité publique,

Il est proposé par monsieur Michel Bergeron,

de mandater les citoyens suivants pour siéger au Comité sur la sécurité publique

Le président :	M. Pierre Dussault
Membres :	M. Alain Chassé
	M. Richard Larocque
	M. Louis Paradis
	M. Claude Verville
	M. Luc Pigeon

Il est appuyé par monsieur Michel Grenier.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité  
Et porte le numéro **2009-02-04**

## **6. Présentation des projets et activités de la Commission sur la qualité de l'environnement par monsieur Alain Fournier et nomination des membres**

Monsieur Alain Fournier, président de la Commission sur la qualité de l'environnement, fait rapport au conseil des activités et des projets réalisés au cours de la dernière année.

Parmi les principaux éléments qui ont retenu l'attention des membres de la Commission, la santé des lacs et des cours d'eau ainsi que le suivi du Plan de gestion des matières résiduelles figurent en bonne place. L'APEL a fait une présentation sur les conditions de réalisation des projets de développement résidentiels ayant un minimum d'impact sur l'environnement, à l'intention des membres de la Commission.

Un membre de la commission, monsieur Gilbert Bochenek, siège au conseil de bassin du lac Beauport.

Les membres de la Commission ont consacré beaucoup d'énergie à la préparation de la Journée de l'environnement qui s'est tenu le 25 mai 2008. Une grande diversité de préoccupations environnementales ont été présentées lors de cet événement.

La Commission travaille actuellement à la préparation de son plan d'action pour 2009. La révision du plan d'urbanisme et l'organisation de la Journée de l'environnement sont les principales activités prévues pour l'année en cours.

Le maire, Monsieur Michel Giroux, souligne l'apport positif du travail des membres de la Commission sur l'ensemble des dossiers traités. Il les remercie de leur contribution et souhaite qu'ils poursuivent leur travail puisque les années qui viennent seront très dynamiques en matière d'environnement.

### **Nomination des membres de la Commission sur la qualité de l'environnement**

ATTENDU QUE le Conseil procède, annuellement, à la nomination des membres siégeant à la Commission sur la qualité de l'environnement;

ATTENDU QUE les membres de la commission ont manifesté leur intérêt à poursuivre leurs activités;

Il est proposé par madame Marie-Josée Linteau,

de mandater les citoyennes et citoyens suivants pour siéger à la Commission sur la qualité de l'environnement

Le président :	M. Alain Fournier
Vice-président :	M. Lyal Harris
Secrétaire:	Mme Nicole Gendron
Membres permanents :	Mme Louise Audet
	Mme Anne Robichaud
	M. Gilbert Bochenek
Membres adjoints :	M. Olivier Bérard
	M. Jean-Pierre Drolet
	M. Robin Doré
	M. Nicolas Roy

Appuyé par monsieur Michel Bergeron

Cette résolution est adoptée à l'unanimité  
Et porte le numéro **2009-02-05**

### **7. Adoption de la liste des comptes à payer du mois de janvier 2009**

Monsieur Michel Grenier soumet au conseil le mémoire des comptes du mois de janvier 2009 et en propose l'acceptation.

La directrice générale et secrétaire-trésorière est autorisée à effectuer le paiement de tous ces comptes qui totalisent **1 079 782, \$** pour les activités financières et les activités d'investissement, dont 791 966 \$ est applicable à l'exercice 2009 et 287 816 \$ est applicable à l'exercice 2008.

Il est appuyé par monsieur André Parent,

Cette résolution est adoptée à l'unanimité  
et porte le numéro **2009-02-06**

### **8. Octroi d'un mandat à la MRC de la Jacques-Cartier pour la vente des immeubles pour non-paiement des taxes**

ATTENDU QUE les membres du conseil ont pris connaissance d’une liste d’immeubles pour lesquels des taxes pour les exercices financiers 2006, 2007 et 2008 demeurent impayées ;

ATTENDU QUE le conseil juge opportun de prendre des mesures afin d’obtenir paiement de ces comptes avant leur prescription ;

En conséquence il est proposé par monsieur Michel Grenier,

de mandater la MRC de la Jacques-Cartier afin qu’elle procède à la vente pour défaut de paiement de taxes des immeubles mentionnés sur la liste déposée au conseil totalisant **28 040,80 \$**. La directrice générale et secrétaire-trésorière est autorisée à transmettre à la MRC de la Jacques-Cartier la liste des immeubles en défaut de paiement de taxes.

Cette dernière est également autorisée à enchérir pour couvrir le montant des taxes lors de la vente.

Il est appuyé par monsieur Michel Bergeron

Cette résolution est adoptée à l’unanimité  
et porte le numéro **2009-02-07**

**9. Recouvrement de taxes  
Cour municipale de St-Raymond**

Il est proposé par monsieur Michel Grenier,

de mandater la Cour municipale de St-Raymond à entamer les procédures nécessaires afin de recouvrer les taxes de l’immeuble suivant :

Adresse de l’immeuble	Numéros de lots	Montant
33, Montée du Golf	1497247, 1876431, 1876432	12 945,85 \$

et d’autoriser la directrice générale et secrétaire-trésorière à transmettre cette créance de taxes pour recouvrement à la Cour municipale de St-Raymond.

Il est appuyé par monsieur André Parent

Cette résolution est adoptée à l’unanimité  
et porte le numéro **2009-02-08**

**10. Nomination d’un représentant de la Municipalité sur le comité  
aviseur de la Cour municipale**

ATTENDU QU’ au moment de l’adhésion des municipalités de la MRC de La Jacques-Cartier à la Cour municipale de St-Raymond, il a été convenu de former un comité afin de réviser les modalités de l’entente intermunicipale sur la Cour municipale ;

Il est proposé par monsieur Michel Bergeron,

De nommer le directeur adjoint du service de l’urbanisme et de l’environnement monsieur Daniel Cimon, représentant de la municipalité sur le comité aviseur de la Cour municipale.

Il est appuyé par madame Sylvie Chartier

Cette résolution est adoptée à l'unanimité  
et porte le numéro **2009-02-09**

**11. Adoption du règlement 9-184 visant à régulariser l'empiètement d'une remise abritant un puits privé, située dans le chemin de l'Ermitage**

La directrice générale et secrétaire-trésorière rappelle que l'avis de motion a été donné le 26 janvier 2009 et dépose un projet de règlement.

Tous les membres du conseil présents déclarent l'avoir lu et renoncent à sa lecture. Monsieur Pascal Hudon propose donc l'adoption du règlement numéro 9-184, intitulé : « **Règlement visant à régulariser l'empiètement d'une remise abritant un puits privé, située dans le chemin de l'Ermitage** ».

Il est appuyé par madame Marie-Josée Linteau.

Le texte de cette réglementation sera consigné au Livre des Règlements de la Municipalité.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité  
et porte le numéro **2009-02-10**

**12. Inscription de Michel Bergeron au colloque de sécurité publique**

ATTENDU QUE monsieur Michel Bergeron a manifesté de l'intérêt à participer à un colloque sur la Sécurité publique les 18 et 19 février 2009 ;

En conséquence il est proposé par monsieur Michel Grenier,

Appuyé par madame Marie-Josée Linteau,

Et résolu unanimement :

d'autoriser monsieur Michel Bergeron à participer à un colloque sur la sécurité publique. Une autorisation de dépense jusqu'à concurrence de **725, \$** incluant les frais d'inscription et d'hébergement est accordée à monsieur Michel Bergeron pour cette activité.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité  
Et porte le numéro **2009-02-11**

**13. Avis de motion et dépôt d'un projet de règlement d'emprunt pour l'acquisition des lots 1 821 172, 1 821 173 et 1 821 175**

Monsieur Pascal Hudon donne un avis de motion de la présentation d'un règlement d'emprunt pour l'acquisition des lots 1 821 172, 1 821 173 et 1 821 175

Il demande également une dispense de lecture dudit règlement.

Une copie du projet de règlement est déposée aux membres du conseil.

**14. Financement d'un emprunt de 3 190 000 \$ au moyen d'obligations**

**a) Résolution d'adjudication**

ATTENDU QUE la Municipalité de Lac-Beauport dans la MRC de La Jacques-Cartier entend émettre une série



d'obligations, soit une obligation par échéance, en vertu des règlements numéros 502 (nouveau puits), 3-120 (réfection du chemin du Canton), 3-121 (réaménagement de la Mairie), 3-123 (lieu d'entreposage), 3-127 (acquisition d'une chargeuse rétrocaveuse), 7-169 (extension du réseau d'égout dans une partie du chemin du Godendard), 8-177 (matériel informatique, d'incendie et diverses infrastructures), 8-178 (aménagement de la phase 2 zone communautaire), 8-179 (réparation du Centre communautaire), 8-181 (achat du terrain pour la caserne) ;

ATTENDU QUE la municipalité a demandé, à cet égard, par l'entremise du système électronique d'informations financières, des soumissions pour la vente d'une émission d'obligations au montant de 3 190 000 \$, datée du 19 février 2009 ;

ATTENDU QU' à la suite de cette demande, la municipalité a reçu les soumissions ci-dessous détaillées :

**Soumissionnaire : Valeurs mobilières Desjardins Inc.**

Prix : 98,15800	Coût réel : 3,90999 %	
163 000 \$	2,00000 %	2010
169 000 \$	2,25000 %	2011
175 000 \$	2,80000 %	2012
182 000 \$	3,25000 %	2013
2 501 000 \$	3,55000 %	2014

**Financière Banque Nationale Inc.**

Prix : 98,22600	Coût réel : 3,92755 %	
163 000 \$	1,60000 %	2010
169 000 \$	2,20000 %	2011
175 000 \$	2,85000 %	2012
182 000 \$	3,15000 %	2013
2 501 000 \$	3,60000 %	2014

**RBC Dominion Valeurs mobilières Inc.**

Prix : 98,45500	Coût réel : 4,25333 %	
163 000 \$	2,05000 %	2010
169 000 \$	2,25000 %	2011
175 000 \$	3,00000 %	2012
182 000 \$	3,50000 %	2013
2 501 000 \$	4,00000 %	2014

ATTENDU QUE l'offre présentée par **Valeur mobilières Desjardins Inc.** s'avère la plus avantageuse pour la Municipalité de Lac-Beauport ;

Il est proposé par monsieur Michel Grenier,  
Appuyé par monsieur Michel Bergeron,  
Et résolu :

QUE l’émission d’obligations au montant de 3 190 000 \$ de la Municipalité de Lac-Beauport soit adjugée à Valeur mobilières Desjardins.

QUE demande soit faite à ce dernier de mandater la Caisse Canadienne de dépôt de valeurs (CDS) pour l’inscription en compte de cette émission

QUE monsieur Michel Giroux, maire et madame Hélène Renaud, secrétaire-trésorière soient autorisés à signer les obligations couvertes par la présente émission, soit une obligation par échéance ;

ATTENDU QUE CDS agira à titre d’agent d’inscription en compte, d’agent détenteur de l’obligation, d’agent payeur responsable des transactions à effectuer à l’égard de ses adhérents ; le conseil autorise CDS à agir à titre d’agent financier authentificateur, tel que décrit dans le protocole d’entente signé entre le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l’Occupation du territoire et CDS ;

ATTENDU QUE CDS procèdera au transfert de fonds conformément aux exigences légales de l’obligation, à cet effet, le conseil autorise la secrétaire-trésorière à signer le document requis par le système bancaire canadien intitulé « autorisation pour le plan de débits pré-autorisés destiné aux entreprises.»

Cette résolution est adoptée à l’unanimité  
et porte le numéro **2009-02-12**

**b) Résolution de concordance**

ATTENDU QUE la Municipalité de Lac-Beauport entend émettre une série d’obligations, soit une obligation par échéance, pour un montant de 3 190 000 \$ en vertu des règlements d’emprunt suivants et pour les montants indiqués en regard de chacun d’eux :

Règlements d’emprunt	Pour un montant de
502	369 800,
3-120	39 900,
3-121	649 500,
3-123	397 600,
3-127	145 100,
7-169	533 726,
8-177	28 000
8-177	155 000,
8-178	158 188,
8-178	259 412,
8-179	72 400,
8-181	381 374,

ATTENDU QUE pour les fins de ladite émission, il est nécessaire de modifier les règlements en vertu desquels ces obligations sont émises ;

Il est proposé par monsieur Michel Grenier,  
Appuyé par monsieur Michel Bergeron,  
Et résolu :

QUE les règlements d’emprunt indiqués précédemment soient amendés, s’il y a lieu, afin qu’ils soient conformes à ce qui est stipulé

ci-dessous, et ce, en ce qui a trait au montant d'obligations spécifié antérieurement en regard desdits règlements compris dans l'émission de 3 190 000, \$ ;

QUE les obligations, soit une obligation par échéance seront datées du 19 février 2009 ;

Que ces obligations seront immatriculées au nom de la Caisse Canadienne de dépôt de valeurs (CDS) et seront déposées auprès de celle-ci ;

Que CDS agira au nom de ses adhérents comme agent d'inscription en compte, agent détenteur de l'obligation et agent payeur responsable des transactions à effectuer à l'égard de ses adhérents, tel que décrit dans le protocole d'entente signé entre le ministre des Affaires municipales et des Régions et CDS;

Que pour effectuer les paiements aux adhérents par des transferts électroniques de fonds, la Caisse Canadienne de dépôt de valeurs limitée (CDS) est autorisée à faire des prélèvements directs, pour le paiement du principal et des intérêts, dans le compte de l'institution financière suivante : *Caisse populaire Desjardins des Laurentides*

Que les intérêts seront payables semi-annuellement le 19 août et le 19 février de chaque année ;

Que les obligations ne seront pas rachetables par anticipation ; toutefois, elles pourront être rachetées avec le consentement des détenteurs conformément à la Loi sur les dettes et les emprunts municipaux (L.R.Q., chapitre D-7, article 17) ;

Que les obligations seront signées par le maire et la secrétaire-trésorière. La Municipalité, tel que permis par la loi, a mandaté CDS afin d'agir en tant qu'agent financier authentificateur et les obligations entreront en vigueur uniquement lorsqu'elles auront été authentifiées.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité  
et porte le numéro **2009-02-13**

### **c) Résolution de courte échéance**

Il est proposé par monsieur Michel Grenier,  
Appuyé par monsieur Michel Bergeron,  
Et résolu :

Que, pour réaliser l'emprunt au montant total de 3 190 000 \$ effectué en vertu des règlements numéros 502, 3-120, 3-121, 3-123, 3-127, 7-169, 8-177, 8-178, 8-179, 8-181, la Municipalité de Lac-Beauport doit émettre des obligations pour un terme plus court que le terme prévu dans les règlements d'emprunt, c'est-à-dire pour un terme de :

- 5 ans, (à compter du 19 février 2009) en ce qui regarde les amortissements annuels de capital prévus pour les années 6, et suivantes, au lieu du terme prescrit pour lesdits amortissements pour les règlements 502, 3-120, 3-121, 3-123, 7-169, 8-177, 8-178, 8-179, 8-181, chaque émission subséquente devant être pour le solde ou partie de la balance sur l'emprunt

Cette résolution est adoptée à l'unanimité  
et porte le numéro **2009-02-14**

15. Dérogation mineure DM-2009-156 14, ch. de l’Ermitage

Monsieur Pascal Hudon, conseiller responsable de l’urbanisme, présente l’objet de la demande soumise par monsieur Marc Chabot. M. Hudon invite l’assemblée à s’exprimer relativement à cette demande.

Personne ne demande la parole relativement à cette demande.

ATTENDU QUE le propriétaire de l’immeuble situé au 14, chemin de l’Ermitage, monsieur Marc Chabot, a adressé une demande de dérogation mineure en vue de régulariser l’implantation de la résidence principale, de la piscine extérieure et du garage situé sur le lot 1 497 379 du cadastre du Québec;

ATTENDU QUE le certificat de localisation préparé par monsieur Pierre Clavet, a.g., en date du 7 janvier 2009, portant le numéro 1972-B de ses minutes, démontre que les marges de recul des bâtiments précités et de la piscine sont inférieures à celles prescrites par le règlement de zonage :

	Marge avant constatée	Marge latérale constatée	Marges prescrites au règlement 374
Résidence :	6,84 m		7, 62 m
Piscine :	7,24 m	1,28 m	7,62 m et 1,5 m
Garage :	5,92 m côté ouest 5,14 m côté sud		7,62 m 7,62 m

ATTENDU QUE le certificat de localisation démontre que la chaussée est fortement décentrée à l’intérieur de l’emprise du chemin de l’Ermitage ;

ATTENDU QUE la situation ne cause aucun préjudice aux propriétaires des immeubles adjacents ;

ATTENDU QUE le comité consultatif d’urbanisme a émis une recommandation favorable pour que soit régularisée l’implantation de la résidence et de la piscine ;

ATTENDU QUE le refus de cette demande aurait des conséquences financières importantes pour le propriétaire ;

En conséquence il est proposé par monsieur Pascal Hudon,  
Appuyé par monsieur Michel Bergeron  
Et résolu unanimement

d’accepter la demande de monsieur Marc Chabot et d’approuver la dérogation mineure permettant de régulariser l’implantation de la résidence, de la piscine et du garage situé au 14, chemin de l’Ermitage.

Cette résolution est adoptée à l’unanimité  
et porte le numéro 2009-02-15

16. Adoption du règlement numéro 08-374-11 modifiant le règlement de zonage numéro 374 dans le but d’agrandir la zone P-120 à même la zone RB-119.7 afin d’inclure le terrain sur lequel sera construit un nouvel immeuble municipal qui accueillera notamment la nouvelle caserne de pompiers de la municipalité

Toutes les étapes de la procédure légale d'adoption de ce règlement ont été respectées. Aucune demande de participation à un référendum n'avait été reçue à l'expiration du délai fixé, soit le 16 janvier dernier.

Tous les membres du conseil présents déclarent l'avoir lu et renoncent à sa lecture. Monsieur Pascal Hudon propose donc l'adoption du règlement numéro 08-374-11 intitulé : modifiant le règlement de zonage numéro 374 dans le but d'agrandir la zone P-120 à même la zone RB-119.7 afin d'inclure le terrain sur lequel sera construit un nouvel immeuble municipal qui accueillera notamment la nouvelle caserne de pompiers de la municipalité

Il est appuyé par monsieur Michel Grenier.

Le texte de cette réglementation sera consigné au Livre des Règlements de la Municipalité.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité  
et porte le numéro **2009-02-16**

**17. Avis de motion et adoption d'un projet de règlement modifiant le règlement de zonage numéro 374 de la municipalité de Lac-Beauport dans le but de préciser le calcul des marges de recul en bordure d'un lac ou d'une rivière.**

Monsieur le conseiller Pascal Hudon donne un avis de motion de la présentation d'un règlement « modifiant le règlement de zonage numéro 374 de la municipalité de Lac-Beauport dans le but de préciser le calcul des marges de recul en bordure d'un lac ou d'une rivière. ».

Monsieur Hudon mentionne l'objet du règlement et sa portée.

Il demande également une dispense de lecture dudit règlement.

Une copie du projet de règlement est déposée aux membres du conseil.

Par la suite, il est proposé par monsieur Pascal Hudon,

d'adopter le projet de règlement numéro **09-374-01** « modifiant le règlement de zonage numéro 374 de la municipalité de Lac-Beauport dans le but de préciser le calcul des marges de recul en bordure d'un lac ou d'une rivière. »

Il est appuyé par madame Marie-Josée Linteau.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité  
et porte le numéro **2009-02-17**

**18. Développement Domaine du Moulin**

**a) Approbation du plan de lotissement modifié**

ATTENDU QUE le conseil a pris connaissance d'une demande présentée par le promoteur, en vue de modifier le plan de lotissement du développement domiciliaire Domaine du Moulin ;

ATTENDU QUE le plan de lotissement modifié du développement domiciliaire Domaine du Moulin a été soumis au Comité consultatif d'urbanisme et qu'il a été jugé conforme à la réglementation ;

En conséquence, il est proposé par monsieur Pascal Hudon,  
Appuyé par madame Sylvie Chartier,  
Et résolu :

D'approuver le plan projet de lotissement modifié du développement domiciliaire Domaine du Moulin, préparé par M. Félix Angers, ing. de la firme Dessau inc. daté du 28 mai 2008, portant le numéro P003158 ;

Cette résolution a été adoptée à l'unanimité  
Et porte le numéro **2009-02-18.**

**b) Autorisation de signature du protocole d'entente**

ATTENDU QUE le conseil municipal a pris connaissance des dispositions d'une convention à conclure avec le promoteur du développement domiciliaire Domaine du Moulin ;

En conséquence, il est proposé par monsieur Pascal Hudon,

d'adopter la convention à conclure avec le promoteur du développement domiciliaire Domaine du Moulin et d'autoriser le maire, monsieur Michel Giroux et la directrice générale et secrétaire-trésorière, madame Hélène Renaud, à signer ladite convention telle que rédigée.

Appuyé par madame Sylvie Chartier.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité  
et porte le numéro **2009-02-19**

**c) Approbation des plans de construction des infrastructures du développement domiciliaire Domaine du Moulin**

ATTENDU QUE la municipalité a conclu une entente avec le promoteur du développement résidentiel du Domaine du Moulin pour la réalisation de ce projet ;

ATTENDU QUE ce promoteur est disposé à entreprendre la construction de ce développement domiciliaire ;

ATTENDU QUE les plans et devis préparés par M. Félix Angers, ing. de la firme Dessau inc. ont été approuvés par le directeur des travaux publics, monsieur François Brousseau ;

En conséquence, il est proposé par monsieur Pascal Hudon,  
Appuyé par madame Sylvie Chartier,  
Et résolu :

D'accepter les plans des infrastructures d'aqueduc d'égout et de voirie préparés par M. Félix Angers, ingénieur, de la firme Dessau inc. portant le numéro P003158 daté du 19 janvier 2009.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité  
et porte le numéro **2009-02-20**

**d) Octroi d'un mandat comme chargé de projet, responsable de la surveillance des travaux**

Il est proposé par monsieur Pascal Hudon,

Appuyé par madame Sylvie Chartier,  
Et résolu :

Que la Municipalité de Lac-Beauport mandate la firme BPR-Infrastructures inc. à titre de chargé de projet, responsable de la surveillance des travaux du développement domiciliaire Le Domaine du Moulin. Le chargé de projet devra effectuer la surveillance des travaux, convoquer et tenir de façon régulière des réunions de chantier auxquelles seront invités à participer des représentants des services municipaux concernés et s'assurer du respect de toutes les obligations contractuelles du promoteur à l'égard de la municipalité.

Cette résolution est adoptée à la majorité  
Et porte le numéro **2009-02-21**

**19. Participation au service de transport adapté de la MRC**

ATTENDU QUE l'organisme mandaté par la MRC de La Jacques-Cartier pour le service de transport adapté, Répartition Portneuf, demande à la Municipalité de fournir un engagement à payer la quote-part du service de transport adapté pour 2009, soit 4 874 \$ ;

En conséquence il est proposé par monsieur Michel Bergeron  
Appuyé par madame Sylvie Chartier  
Et résolu unanimement :

de transmettre à Répartition Portneuf un engagement formel à acquitter la quote-part 2009 pour le service de transport adapté.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité  
et porte le numéro **2009-02-22**

**20. Avis de motion et dépôt d'un projet règlement d'emprunt autorisant l'acquisition de matériel et équipement pour le service des travaux publics.**

Monsieur Michel Bergeron donne un avis de motion de la présentation d'un règlement d'emprunt portant le numéro 9-185 autorisant l'acquisition de matériel et équipement pour le service des travaux publics.

Il demande également une dispense de lecture dudit règlement.

Une copie du projet de règlement est déposée aux membres du conseil.

**21. Modification de la signalisation routière par l'ajout de panneaux d'arrêt**

ATTENDU QUE le conseil a pris connaissance d'une recommandation du directeur des travaux publics relative à l'ajout de panneaux d'arrêt à certaines intersections ;

ATTENDU QUE l'ajout de panneaux d'arrêt à ces intersections est nécessaire pour améliorer la sécurité de la circulation ;

En conséquence il est proposé par monsieur Michel Bergeron,  
Appuyé par madame Marie-Josée Linteau,  
Et résolu unanimement

- d'autoriser l'installation d'un panneau d'arrêt sur le chemin du lac-Tourbillon à l'intersection du chemin du Barrage.
- Et de ratifier l'installation d'un panneau d'arrêt sur le chemin du Grand-Bornand à l'intersection du chemin du Tour-du-Lac.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité  
et porte le numéro **2009-02-23**

**22. Avis de motion en vue de l'adoption d'un règlement d'emprunt pour la réalisation de la troisième phase des travaux d'aménagement de la zone communautaire**

Monsieur André Parent donne un avis de motion de la présentation d'un règlement d'emprunt pour la réalisation de la troisième phase des travaux d'aménagement de la zone communautaire.

Il demande également une dispense de lecture dudit règlement.

**23. Autorisation à présenter un projet au ministère de l'Éducation du Loisir et du Sport dans le cadre du Programme d'aide aux installations sportives et récréatives du Fonds pour le développement du sport et de l'activité physique**

ATTENDU QUE le conseil souhaite réaliser des travaux d'aménagement dans la zone communautaire pour répondre aux besoins de la population et favoriser la pratique d'activités physiques et sportives autant par les jeunes que par les personnes âgées;

ATTENDU QUE le conseil a comme objectifs de maintenir la qualité de vie et de promouvoir un mode de vie physiquement actif de la population Lac-Beauportoise;

ATTENDU QUE les membres du conseil ont pris connaissance des conditions du Programme d'aide aux installations sportives et récréatives

En conséquence il est proposé par monsieur André Parent  
Appuyé par monsieur Michel Bergeron  
Et résolu unanimement

d'autoriser le dépôt d'un projet au ministère de l'Éducation du Loisir et du Sport dans le cadre du Fonds pour le développement du sport et de l'activité physique

Cette résolution est adoptée à l'unanimité  
et porte le numéro **2009-02-24**

**24. Rapport du maire et préfet sur les activités de la MRC de la Jacques-Cartier et de la Communauté métropolitaine de Québec**

Monsieur Michel Giroux présente à l'assemblée, les plus récents indicateurs économiques qui caractérisent la MRC de La Jacques-Cartier. Ainsi on apprend qu'elle occupe le 1<sup>er</sup> rang au Québec pour le revenu par habitant en 2007 qui est de 29 743 \$. Le taux de chômage est de 3,6%. La MRC est un importateur net de main d'œuvre. Elle



occupe le premier rang pour la production de dindes et de pommes de terre.

Au chapitre des interventions culturelles, la MRC projette de répéter l'événement Découverte en 2009. L'inventaire du patrimoine bâti se poursuit en 2009 dans l'ensemble des municipalités membres. Un ouvrage sur l'occupation du territoire dans la MRC sera publié incessamment.

L'intégration de nos sentiers de randonnée dans le réseau des Sentiers de la Capitale, l'élaboration d'un projet régional de géomatique, la mise en œuvre du schéma de couverture de risques et un nouveau service de transport collectif sont les principaux projets en cours à la MRC.

Les MRC membres de la Communauté métropolitaine de Québec négocient actuellement avec la ministre des Affaires municipales pour récupérer leurs pouvoirs en matière d'aménagement du territoire.

## **25. Période de questions**

Monsieur Gilbert Bochenek suggère au conseil d'adopter le système métrique et de revoir les mesures de distances mentionnées dans le règlement de zonage en utilisant des nombres entiers.

Monsieur Guy Lerouzès s'enquiert de l'échéancier prévu pour l'adoption du plan et de la réglementation d'urbanisme. Le maire l'informe de l'intention du conseil d'adopter le plan et les règlements au cours d'une séance qui se tiendrait le 8 juin prochain. Les assemblées de consultation se tiendraient les 11 et 13 mai selon l'échéancier prévu.

## **26. Fermeture de la session**

Monsieur Michel Grenier propose la fermeture de cette session.

Le président lève l'assemblée à 21 h 45

---

Michel Giroux,  
Maire

---

Hélène Renaud  
Directrice générale et secrétaire-trésorière